



EVALUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
NORD MALI - GAO, TOMBOUCTOU, KIDAL et MOPTI
Juillet 2013



Système d'Alerte Précoce de la
République du Mali

LES PARTENAIRES SUIVANTS ONT PARTICIPÉ À LA PRÉSENTE ÉVALUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NORD MALI (EFSA)

AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT (Système Alerte Précoce)

Mr Mamy COULIBALY
Mr Dolo OGOYO
Assekou MAOULOUNE
Cisse HOUSSEINI
Nouh SIDIBE

AU NIVEAU DU PAM Mali

Mme Lia POZZI
Mr Harouna TAMBOURA
Mr Alassane DIARRA

AU NIVEAU DE LA FAO

Mr Ousmane SYLLA

AU NIVEAU DES ONGs

Mohamed BABY (GARDL)
Sidiki DIARRA (SAVE THE CHILDREN)
Moussa SACKO (CARE)
Kalilou KONE (CISV)
Ibrahim MAIGA (AFRICARE)
Celine SINITZKY BILLRAD(SOLIDARITÉS INTERNATIONAL)
Moussa TRAORE (ISLAMIC RELIEF)
Badjougue DEMBELE (OXFAM)
Farouk GARBA (ACF)

SOMMAIRE

MESSAGES CLES	4
CONTEXTE	5-6
METHODOLOGIE	7-8
RESULTATS	9-20
CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	21-22
PERSPECTIVES SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE	23
RECOMMANDATIONS	24-25
BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?	26

Pour aller à
la section 

MESSAGES CLES

- Malgré **l'amélioration de la consommation alimentaire** des ménages¹, grâce surtout à l'assistance alimentaire intensifiée depuis Mai 2013², la **sécurité alimentaire** de la majorité des familles au Nord du Mali **reste précaire**.
- La difficile mise à l'échelle des interventions alimentaires à cause de l'insécurité et la faiblesse des interventions non alimentaires, ont poussé les populations (environs la moitié dans les régions de Kidal – 46,6 % - et Tombouctou – 50,6 %) à recourir à des **stratégies d'urgence et/ou de crises** (vente d'actifs productifs, pratique d'activités illégales ou risquées, la réduction des dépenses d'éducation ou de santé), mettant en péril leurs actifs productifs et leurs moyens d'existences à court et moyen terme.
- La **quasi-totalité (plus de 75 %) des dépenses** des ménages est affectée à l'alimentation quel que soit le statut (résidents, déplacés ou retournés) et la région de résidence. Cette orientation des dépenses limite fortement la possibilité de faire face aux autres besoins de base, telles que la santé et l'éducation.
- Une **forte dégradation de la situation de la sécurité alimentaire** affecte **l'ensemble de groupes socio-économiques**. En se référant aux profils HEA de base, aucun changement majeur dans la position de richesse relative de ces différents groupes est observé, mais plutôt un décalage généralisé de ces groupes vers une condition plus vulnérable. Les gros commerçants, les entrepreneurs et les fonctionnaires restent toujours relativement plus aisés.
- Cette situation pourrait être exacerbée par le **retour des personnes déplacées et des réfugiés** qui a commencé à se produire spontanément. Toute personne qui retourne pose une pression supplémentaire sur les ressources disponibles déjà limitées de ces zones en cette période de soudure céréalière. L'impact de ce phénomène³ pourra seulement être évalué au fur et à mesure que les retours se produiront et dans la mesure où l'aide qui leur est apportée les accompagne.
- Un autre aspect à suivre avec attention est le **déroutement de la campagne agricole**, en considérant que les pluies étaient erratiques en début de saison et que le retard observé dans la mise en œuvre de ladite campagne risque d'affecter la production. Une proportion assez importante de la population⁴ qui habituellement pratique l'agriculture n'a pas pu démarrer la campagne faute des moyens financiers, de semences, des retards de pluie ou de main d'œuvre.
- La **reprise des flux des denrées alimentaires** entre le Nord et le Sud du pays est substantielle; toutefois, les flux des produits en provenance d'Algérie sont momentanément suspendus pour raison sécuritaire (conflits entre Arabes et Touaregs). La tendance des prix des denrées (céréales sèches) est soit à la hausse ou à la stabilité selon les localités. Les termes de l'échange restent favorables aux éleveurs et agro-éleveurs en début de juillet 2013.
- L'analyse des résultats montre qu'environ **3 ménages sur 4 (1,300,000 personnes) sont vulnérables à l'insécurité alimentaire (sévère ou modérée)**. L'assistance alimentaire, qui constitue le tiers de la consommation alimentaire des ménages en céréales, a permis de limiter la dégradation de la consommation alimentaire et de moyens d'existence. La question qui reste à analyser c'est comment ces populations arriveront à garantir leur sécurité alimentaire et économique une fois que cette assistance terminera ?
- La situation nutritionnelle reste aussi très inquiétante : la prévalence de la **malnutrition aiguë globale est de 7,4 % à Mopti, 12 % à Gao et 12,4 % Tombouctou**. Ces taux de malnutrition dépassent le seuil d'alerte de l'OMS fixé à 10 % définissant ainsi une situation nutrition sérieuse à critique nécessitant une réponse nutritionnelle et alimentaire forte dans ces zones.

¹ Une amélioration du score de consommation alimentaire par rapport au mois de Mars 2013 (données AMRAD) est enregistrée.

² EFSA Nord Mali, Juillet 2013; Few's Net - Mali Perspectives sur la sécurité alimentaire, Juillet-Décembre 2013

³ Selon une analyse des intentions de retour des déplacés à Bamako (ACTED – Aout 2013), 88.5% des ménages déplacés souhaitent retourner au Nord Mali, dont 57% pensent retourner en 2014 ou plus tard et 21% lors du dernier trimestre 2013.

⁴ Cette proportion varie selon les zones, entre – 5% (Gao) et -39% (Ménaka) - EFSA Nord Mali, Juillet 2013



CONTEXTE

Le Mali est un pays sahélien, enclavé et structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Sa population est estimée à 16 millions d'habitants. Il est classé au 182ème rang sur 186 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2013. L'économie est fortement dépendante du secteur agricole qui emploie 75 % de la population active. Ce secteur est lui-même tributaire de facteurs exogènes, notamment le changement climatique, la menace que constituent les oiseaux granivores et la présence d'autres prédateurs. L'écosystème dans les régions du Nord (principalement désertique) est particulièrement fragile et vulnérable aux cycles de sécheresse obligeant divers groupes sociaux à changer de zones de production agricole pour assurer leur subsistance alimentaire.

L'éclatement d'un conflit armé dans le nord du Mali en 2012 et la dégradation de la situation sécuritaire ont aggravé les conditions de vie de la population dans les régions du Nord, où les systèmes de production sont dominés par un élevage transhumant et une agriculture extensive limitée au système fluvial (vallée du fleuve Niger et zone lacustre).

L'économie de ces régions est fortement tributaire des échanges commerciaux avec les régions du sud du Mali ainsi qu'avec les pays frontaliers. Ces différents flux commerciaux ont subi des perturbations majeures pendant la période d'occupation par les groupes rebelles armés.

Les ménages maliens, déjà fortement affectés par la crise alimentaire de 2011-2012 (rapports SAP) font face à d'importantes pertes de moyens de subsistance (bétail, emploi, récoltes, réduction des activités économiques, etc.). Ces chocs multiples dégradent la situation alimentaire d'une proportion élevée de la population rurale vulnérable.

La situation nutritionnelle est également fragile avec un taux de malnutrition aiguë globale, au niveau national de 10,4 %. Les régions de Gao et Tombouctou, avec des taux de malnutrition aiguë globale respectivement de 15,2 % et 16 % sont parmi les régions les plus touchées.

Comblant un manque important d'information

Depuis la réalisation des enquêtes EFSA (en décembre 2011 et en juillet 2012), aucune autre enquête d'envergure en sécurité alimentaire n'a pu être réalisée dans la partie du nord du pays (Gao, Tombouctou et Kidal).

Pourtant, la situation a beaucoup évolué ces 10 derniers mois. Déjà fortement fragilisées par la rébellion et les aléas climatiques récurrents, les structures de production agricoles, agropastorales et pastorales ont été presque réduites à néant par le conflit. En outre, les échanges commerciaux céréaliers et de bétail, vitaux pour la sécurité alimentaire des ménages des régions du Nord ont connu une forte baisse lorsqu'ils n'ont pas été simplement interrompus.

Après que ces régions aient été quasiment libérées des groupes armés, les populations peinent encore à reprendre leur mode de vie habituel et certains magasins et institutions financières restent fermés. Les marchés sont aussi timides malgré une bonne reprise. La pénurie d'argent liquide reste perceptible.

La sécurité alimentaire des ménages reste fortement détériorée, selon les résultats du système de suivi de la sécurité alimentaire mis en place par le PAM en collaboration avec AMRAD. Dans les régions du nord Mali, deux ménages sur trois avaient des difficultés à une alimentation adéquate au cours des mois de mars et avril 2013.

C'est dans ce contexte d'instabilité alimentaire que le PAM, la FAO et le Système d'Alerte Précoce, en collaboration avec les partenaires et l'ensemble des structures nationales réunies au sein du cluster sécurité alimentaire, ont organisé la présente enquête afin de mieux cerner les besoins des populations du Nord Mali, approfondir leur connaissance sur les questions concernant les revenus, les moyens d'existence et les marchés, qui sont capitales dans le contexte malien.

¹ SMART National, 2011

² A ce propos, le questionnaire ménage a été conçu pour permettre la prise en compte des certains éléments et indicateurs du cadre d'analyse HEA de plus en plus utilisé par les acteurs de la sécurité alimentaire au Mali, y compris par le SAP.



CONTEXTE (SUITE)

Vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire

Les niveaux d'insécurité alimentaire au Mali sont exacerbés par une répétition des chocs biophysiques et agro-climatiques (sécheresse, inondations, invasion acridienne, épizootie) affectant les cultures et des chocs économiques, tels que la hausse des prix sur les marchés nationaux et régionaux affectant les nombreux ménages dépendant des achats pour leur accès à la nourriture, particulièrement ceux des parties désertiques du nord du pays.

Situation de crise multidimensionnelle

La campagne agricole 2012-2013 a démarré dans des conditions socio-économiques difficiles consécutifs à la mauvaise production céréalière dans une grande partie du pays et une hausse exceptionnelle des prix des céréales, consécutive au déficit pluviométrique enregistré au Mali et dans toute la sous-région en 2011-2012¹. Cette situation déjà difficile a été exacerbée par d'autres facteurs négatifs à savoir :

- la crise socio politique qui a engendré le ralentissement de l'activité économique suite à l'arrêt de nombreux appuis et / ou investissements extérieurs
- la crise sécuritaire avec l'occupation des 2/3 du territoire par les groupes rebelles et terroristes, contraignant des milliers de personnes² à se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur du pays
- la rupture des activités socio-économiques dans les zones de combats, mais aussi leur paralysie dans les zones entretenant habituellement des échanges commerciaux avec les premières zones
- l'intervention des armées française et tchadienne dans le septentrion malien qui a encore occasionné un nouvel afflux massif des populations vers le Sud et vers les pays frontaliers avec une pression accrue sur les disponibilités alimentaires déjà raréfiées dans les zones d'arrivée des déplacés/réfugiés.

¹ Bulletin SAP N°319, avril 2013

² A la date du 29 août 2013, les partenaires de la Commission Mouvement de Populations ont comptabilisés 333 622 individus, ce qui correspond à 51 075 ménages déplacés. Selon le HCR, le nombre de réfugiés maliens dans les pays voisins au 22 août est de 175 282 personnes.



METHODOLOGIE

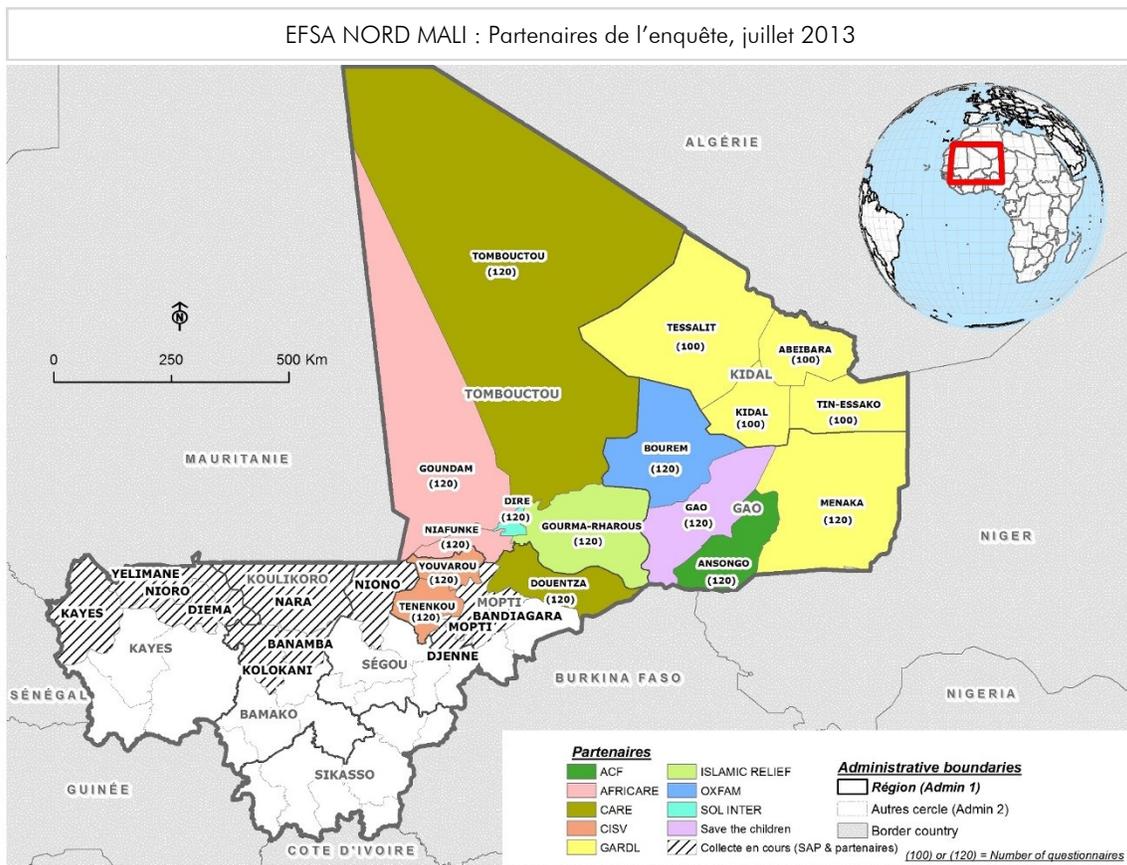
COMMENT L'ENQUETE A-T-ELLE ETE MENEES ET DANS QUEL BUT ?

L'objectif de cette enquête est de parvenir à une meilleure connaissance de la situation de sécurité alimentaire des ménages vulnérables, pour déterminer les modalités d'assistance et de ciblage les plus appropriés pour répondre aux besoins identifiés, à court et moyen terme.

L'étude incorpore également une analyse des marchés visant à déterminer dans quelle mesure les ménages peuvent accéder à des opportunités de revenu, et dans quelle mesure les marchés offrent des opportunités d'accès à une alimentation suffisante et saine.

De plus, les résultats servent de base pour l'actualisation des profils de la vulnérabilité sur l'ensemble des zones couvertes par l'étude. La méthodologie a pris en compte ces zones de moyens d'existence dans la définition de l'échantillonnage. Cette approche permettra de créer des liens avec les évaluations HEA existantes et futures au Mali.

Au total, 1 900 ménages ont été enquêtés dans les régions du Nord (Kidal, Tombouctou, Gao, et trois cercles de la région de Mopti – Youwarou, Tenenkou et Douentza) en juillet 2013. L'enquête a été planifiée, coordonnée et exécutée en partenariat avec le SAP, la FAO et les ONG nationales et internationales membres du cluster sécurité alimentaire¹.



¹ Le SAP réalise l'évaluation de la sécurité alimentaire dans 4 régions du Sud Mali (Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti)

LIMITES DE L'ENQUETE

L'**insécurité** causée par les groupes armés au Nord a constitué le défi majeur auquel l'enquête a été confrontée. Malgré cette restriction de déplacement, l'équipe de conception de l'enquête et ses partenaires ont adopté des stratégies alternatives, lesquelles ont permis la réalisation de l'enquête dans ces régions¹.

Par ailleurs, l'équipe de conception de l'enquête a dû procéder à des choix raisonnés pour tenir compte de ces contraintes, particulièrement dans la région de Kidal et dans les cercles de Ménaka (Gao) et Goundam (Tombouctou). Cette situation a conduit au remplacement de certains villages non accessibles pour des raisons de sécurité par d'autres villages plus accessibles mais dans les mêmes zones de moyens d'existence.

La **grande étendue de la zone évaluée**, et la faible densité de populations (surtout dans certaines zones) ont causé une forte dispersion de l'échantillon et ont rallongé les délais d'enquête.

La période de l'enquête a empiété légèrement sur la **période de soudure** pour les populations agro-pastorales, période durant laquelle les populations expérimentent les plus grosses difficultés en termes de sécurité alimentaire. Il convient de noter également que cette période correspondait à la fin de la soudure pastorale.

L'**installation des pluies** a entraîné des inondations dans certaines zones, ayant limité l'accès à certains sites sélectionnés. Toutefois, ces sites ont été remplacés par d'autres localités accessibles et répondantes aux caractéristiques initiales de l'échantillon.

Les agences du système des Nations Unies, dont le PAM, n'ont pas pris directement part à la collecte des données sur le terrain, ce qui a donc limité la possibilité pour les experts du PAM de procéder à des appréciations qualitatives *in situ*. Toutefois, la collecte des données par des partenaires externes au PAM leur attribue une valeur objective.

Les **scénarios** présentés en fin de rapport sont basés sur des hypothèses difficiles à vérifier à l'heure actuelle surtout les résultats de la campagne agricole, le retour au calme (au moment de la rédaction de ce rapport de nouvelles attaques avaient lieu au Nord et, du coup, le retour des populations dans leurs régions d'origine).

¹ Afin de mieux couvrir les régions du nord du Mali et de minimiser les risques encourus par des enquêteurs, des arrangements spéciaux ont été pris :

- choix des acteurs présents sur le terrain dans les localités spécifiques du Nord-Mali ;
- adaptation des modules et du processus de formation en fonction des contraintes spécifiques des divers acteurs (formation des entraîneurs, formation à distance, calendriers flexibles, etc...);
- leçons apprises et partage d'expérience basée sur l'expérience professionnelle des divers acteurs du contexte actuel ;
- consultation avec partenaires pour explorer les meilleures options pour conduire l'évaluation dans les zones sécurisées.



RESULTATS

COMBIEN DE PERSONNES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD MALI ?

L'analyse de l'insécurité alimentaire fondée sur la Food Console (score de consommation alimentaire et indicateurs d'accès – stratégies d'épuisement d'actifs et proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales) montre que, globalement, **3 ménages sur 4 (75,2 %)** dans les zones enquêtées font face à une insécurité alimentaire sévère ou modérée. Une partie importante des ménages en insécurité alimentaire **sont fortement dépendants de l'assistance alimentaire**. L'assistance alimentaire, reçu directement ou indirectement¹ par 82 % des ménages, a permis de limiter la dégradation de la consommation alimentaire et des moyens d'existence : un tiers des ménages interrogés dépendant de l'assistance alimentaire pour leur consommation de céréales et d'huile.

Parmi les ménages en insécurité alimentaire, **30 %** seraient affectés par **l'insécurité alimentaire** de manière **sévère**. Pour satisfaire leurs besoins alimentaires ces ménages sont obligés de recourir à la mendicité, à la vente de leurs actifs comme les terres agricoles ou de dépendre de l'assistance humanitaire pour survivre. Ce chiffre représenterait environ **533 000** personnes. L'assistance alimentaire a permis et permettra à ce groupe d'éviter une détérioration totale et irréversible de leurs moyens d'existence.

L'**insécurité alimentaire modérée** quant à elle touche **45,5 % des ménages**. Ce dernier groupe est constitué de ménages dont la situation alimentaire est mauvaise de manière conjoncturelle. Leur situation pourrait rapidement se détériorer en cas de persistance de facteur défavorable à leurs activités économiques. L'absence d'assistance alimentaire et d'autres formes d'appui aurait pu et pourrait (dans le futur immédiat) causer leur basculement vers une insécurité alimentaire sévère. Le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire modérée est estimé à **805 000** personnes.

Food Console

classification de l'insécurité alimentaire en 4 classes basée sur la moyenne simple des mesures sommaires de :

- **L'état de la consommation courant** basé sur le score de consommation alimentaire, ou une moyenne des indicateurs de consommation alimentaire sur une échelle de 4 points.
- La **capacité d'adaptation des ménages** en faisant une moyenne des indicateurs d'accès (revenu, dépense) et des indicateurs d'épuisement d'actifs placés chacun sur une échelle de 4 points.

Conditions des ménages selon les groupes de sécurité alimentaire proposés par le PAM

Classe de Sécurité alimentaire	Conditions des ménages
Sécurité alimentaire	Capable d'assurer les besoins essentiels alimentaires et non alimentaire sans épuiser les moyens d'existence
Insécurité alimentaire légère	Dispose d'une consommation alimentaire minimale, mais incapable d'assurer certains besoins alimentaires non essentiels sans épuiser les moyens d'existence
Insécurité alimentaire modérée	Déficience de consommation alimentaire OU capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence
Insécurité alimentaire sévère	Importante déficience de la consommation alimentaire OU perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, ou pire

¹ A travers le partage des rations reçu ou des dons de la famille/ des amis. Les différents rapports PDM confirment cette tendance en indiquant qu'environ 70 % des ménages partagent leur ration.



RESULTATS (SUITE)

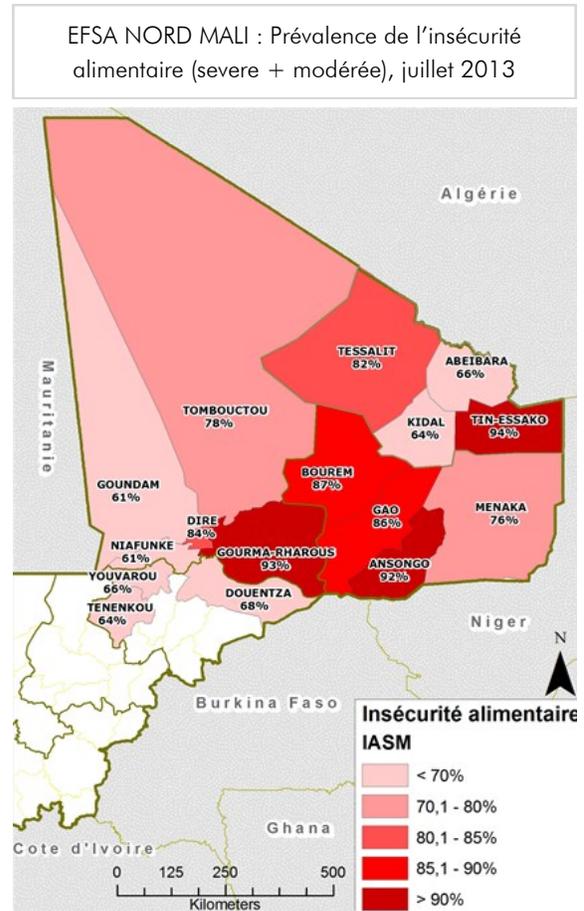
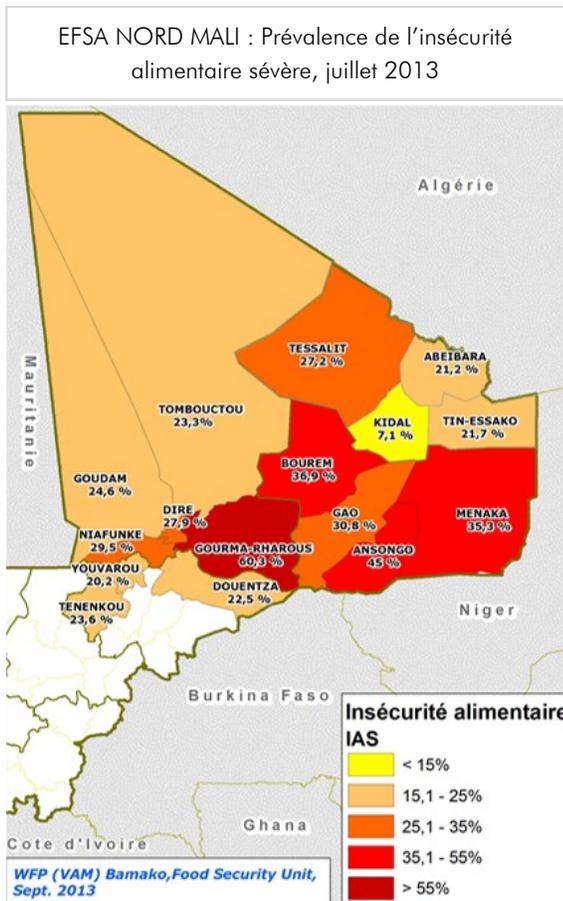
DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE : Gao et Tombouctou plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère

L'analyse de la répartition géographique montre que les taux d'insécurité alimentaire sévère étaient plus élevés dans les entités territoriales suivantes : Gourma Rharous (60,3 %), dans la région de Tombouctou, et Ansongo (45 %), Bourem (36,9 %) et Ménaka (35,3 %), dans la région de **Gao**.

Si l'on considère à la fois les taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée, ils sont beaucoup plus élevés dans les cercles suivants : Tin-Essako (94,3 %) et Tessalit (81,6 %) dans la région de **Kidal**, Ansongo (91,7 %),

Bourem (86,9 %), **Gao** (86,6 %) dans la région de Gao et Gourma Rharous (93,2 %) dans la région de **Tombouctou**.

L'analyse de l'insécurité alimentaire selon les principaux moyens d'existence des ménages indique que les ménages ayant comme principaux moyens de subsistance le travail journalier non agricole ou dépendant des dons et des aides de la communauté et des dettes (c'est-à-dire les groupes les plus vulnérables sans source de revenu) sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère.



RESULTATS (SUITE)

CONSOMMATION ET DIVERSITÉ ALIMENTAIRE : amélioration substantielle de la diète grâce à l'assistance alimentaire

Le score de consommation alimentaire, indicateur de substitution qui reflète à la fois la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation ainsi que la valeur en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments consommés, montre une amélioration de la consommation alimentaire dans toutes les régions du Nord, par rapport à mars 2013, comme l'indique le graphique ci-dessous. Cette amélioration est surtout le résultat d'une augmentation importante de la couverture des besoins alimentaires par les différents partenaires¹.

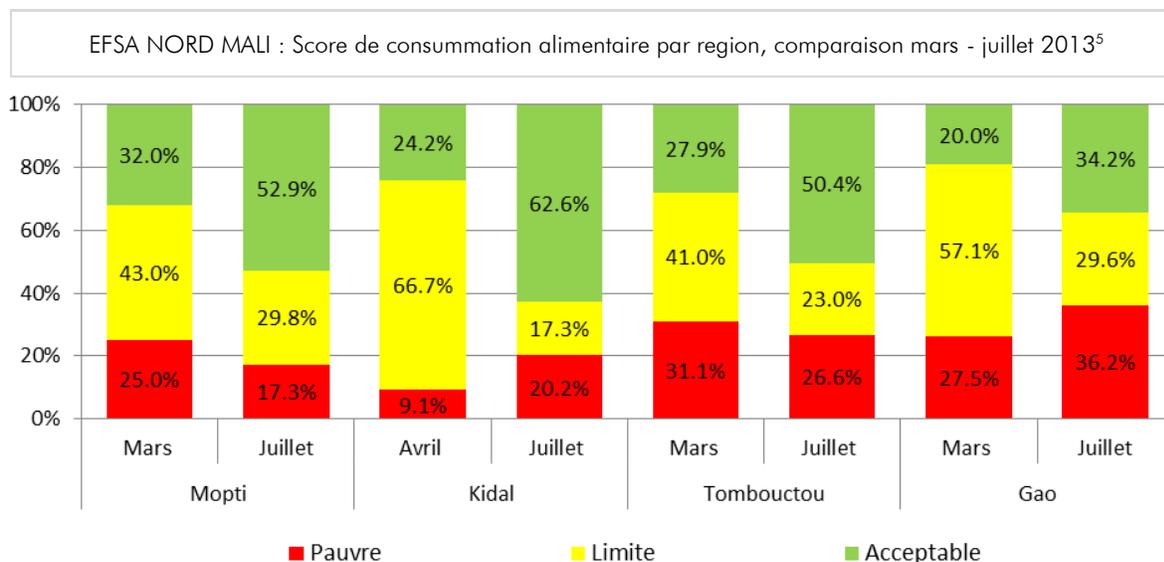
Malgré cette amélioration, en juillet 2013 moins de la moitié des ménages au Nord Mali (45,7 %) bénéficient d'une consommation alimentaire adéquate.

En particulier, presque 6 ménages sur 10 dans le cercle de Tin Essako ont une consommation alimentaire pauvre, ainsi que

presque la moitié des ménages dans les cercles de Gourma Rharous, Ansongo et Gao.

Selon le Score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) sur un rappel de 24 heures qu'utilise la FAO² et qui évaluent l'accès économique à différentes denrées alimentaires, 9 ménages sur 10 (91,5 %) ont une diversité faible³.

En ce qui concerne la diversité hebdomadaire environ 1 ménage sur 2 au Nord Mali bénéficie d'une diversité alimentaire faible. Cette prévalence est particulièrement élevée chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (73 %) et modérée (45 %). On retrouve une bonne diversité alimentaire (34 %) surtout chez les ménages les plus aisés (commerçants, entrepreneurs, fonctionnaires). Ces ménages consomment en moyenne, par semaine, trois groupes d'aliments à savoir : les céréales, l'huile, et les condiments. Quant aux ménages en insécurité alimentaire modérée, leur consommation alimentaire est constituée de quatre groupes d'aliments⁴.



¹ Rapports mensuels des bénéficiaires du PAM au Nord Mali (toutes activités confondues) - mars 2013 : 278 242 bénéficiaires ; juillet 2013 : 546 276 bénéficiaires

² SDAM : conçu pour refléter la diversité alimentaire du ménage en moyenne parmi tous les membres. Pour mieux refléter un régime alimentaire de qualité, on a calculé le nombre de différents groupes alimentaires consommés plutôt que le nombre de différents aliments consommés. **Période de rappel** : information sur la consommation alimentaire des ménages collectée en utilisant les 24 heures précédentes comme période de référence (rappel de 24 heures) ou la dernière semaine (rappel 7 jours). **Seuils** : < 6 groupes : diversité FAIBLE, entre 6 et 8 groupes : diversité MOYENNE, > 8 groupes : diversité FORTE.

³ FAO, Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu.

⁴ Il s'agit des céréales, de l'huile, des condiments et du sucre.

⁵ Note: les taux de mars - avril sont issus du système de suivi PAM/AMRAD au Nord du pays. Les populations enquêtées lors de ce suivi sont moindres et du coup moins représentatives que lors de l'EFSA. La comparaison n'est donc pas représentative statistiquement et à titre indicatif. Elle ne reflète pas la qualité de l'aide ou l'efficacité de l'aide apportée aux populations.

RESULTATS (SUITE)

L'analyse de la **fréquence et de la diversité des groupes d'aliments consommés** met en exergue la prédominance des céréales et de l'huile, consommés en moyenne 6 et 3,5 jours par semaine, respectivement. Ces aliments font partie du panier alimentaire distribué par le PAM et les autres partenaires. Par contre, la consommation des légumineuses, bien qu'elles fassent partie du même panier, est très faible. Les raisons citées sont la non-appréciation du goût et la difficulté de cuisson¹ des légumineuses distribués.

La consommation de groupes d'aliments riches en fer hémique (des abats, de la viande ou du poisson) ainsi que en vitamine A (légumes et tubercules riches en vitamine A, légumes feuilles vert foncé, fruits riches en vitamine A, abats, œufs, lait ou produits laitiers) est très faible chez les ménages les plus vulnérables. Cela s'explique du fait de leur très forte dépendance au marché et à l'assistance, de leur faible pouvoir d'achat et du manque de disponibilité de ces produits alimentaires suite à la fermeture temporaire de la frontière avec l'Algérie suite à des affrontements inter-ethniques³.

EFSA NORD MALI : Nombre de jours moyens de consommation de chaque groupe d'aliment, par semaine, selon les classes de consommation alimentaire, juillet 2013

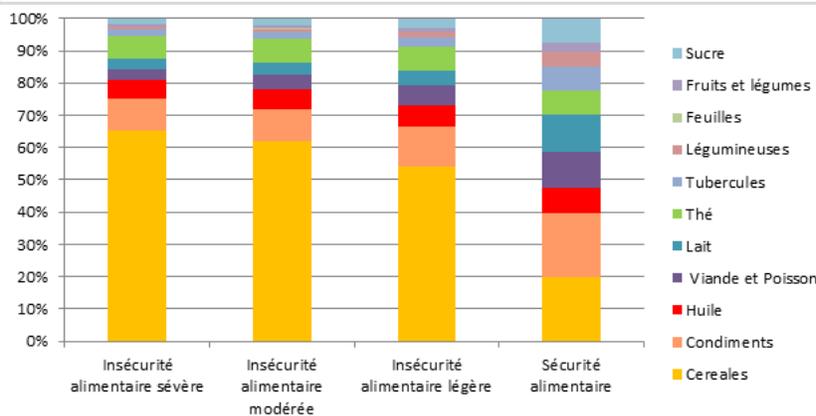
Classe de consommation alimentaire	Céréales	Légumes	Fruits	Viande et poisson	Légumineuses	Lait	Sucre	Huile
Pauvre	6.14	0.52	0.22	0.52	0.09	0.32	2.91	2.98
Limite	6.47	1.01	0.22	2.7	0.29	1.44	3.4	3.85
Acceptable	6.68	1.46	0.39	5.36	0.8	3.35	4.27	4.87

DEPENSES : faibles dépenses non-alimentaires

Le montant mensuel des dépenses (en cash et à crédit) allouées à l'alimentation varie fortement entre les différentes classes de vulnérabilité, allant d'environ 28 000 FCFA/ mois à plus de 93 000 FCFA/ mois. La **part des aliments de base**, surtout les céréales, **dans les dépenses** totales est beaucoup plus importante chez les ménages en insécurité alimentaire. Bien que les différents groupes dépensent un montant similaire

pour les aliments de base en termes absolus (environ 18 000 FCFA/mois pour les céréales et 3 000 FCFA/mois pour les condiments) il y a une grande différence, lorsqu'on considère l'importance relative de chaque poste de dépenses. Les ménages moins vulnérables dépensent plus d'argent que ceux plus vulnérables en aliments dits « luxueux », tels que les fruits, les légumes et le sucre ou en aliments riches en protéines animales (lait, viande et poisson).

EFSA NORD MALI : Importance relative des postes de dépenses alimentaires, par classe d'insécurité alimentaire, juillet 2013



¹ Le mode de cuisson de ces légumineuses demande beaucoup de temps et de combustible.

² Yellow split peas

³ A titre illustratif, à Gao le prix de la viande est passé de 2 000 FCFA/kg à 3 000 FCFA/kg pendant le mois d'août, le carton de lait en poudre est passé de 35 000 FCFA à 40 000 FCFA en seule journée, pendant la troisième semaine d'août.



RESULTATS (SUITE)

En année normale, dans les régions de Tombouctou et de Gao (excepté les cercles Gourma-Rharous et de Bourem), les besoins alimentaires des ménages sont couverts par leur propre production de céréales que la vente de petit bétail supplée (ZME 3)¹. En ZME 2, la couverture des besoins est surtout basée sur la vente de bétail et la cueillette de graminées sauvages. Les achats sont effectués sur les marchés locaux. Actuellement, au sortir de la grave crise multidimensionnelle, l'accès aux aliments se fait par achats sur les marchés ou grâce à l'assistance. Les résultats montrent que 15 % des ménages au Nord se procurent leurs céréales et huiles uniquement à travers l'assistance alimentaire. Parmi les 30% de ménages qui bénéficient de l'assistance alimentaire à Tombouctou, plus de la moitié (54 %) y sont extrêmement dépendants (75 % et plus des céréales consommés viennent de l'aide).

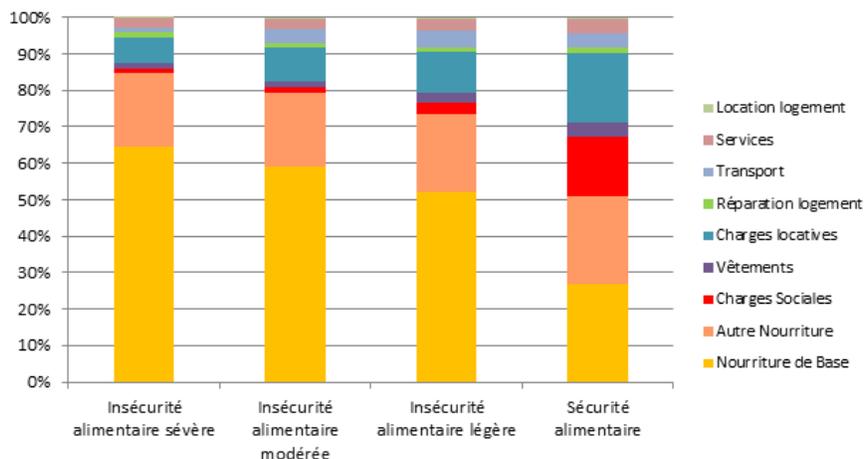
En terme absolu, toute autre dépense augmente avec le niveau de sécurité alimentaire. Grâce à leur revenu et à leur niveau d'actifs plus élevés, les ménages moins vulnérables ont plus d'argent disponible pour les charges sociales, tandis que les ménages les plus vulnérables dépensent moins d'argent pour ces catégories d'articles « non essentiels ». Un faible pourcentage (3 %) des dépenses des ménages plus vulnérables

va vers les dépenses médicales et d'éducation. Les entretiens ont révélé comment certains ménages ont dû engager des frais supplémentaires dans les cas où les maladies ne peuvent être traitées localement au sein des structures de soins de santé primaires, qui venait de rouvrir mais était encore faible en équipement et intra-sanitaires.

Avec des revenus extrêmement limités, la majorité des ménages les plus vulnérables ont besoin de ressources supplémentaires pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Dans la plupart des cas, les populations vulnérables qui bénéficient de l'assistance alimentaire vendent une partie de leur ration alimentaire afin de recevoir de l'argent pour couvrir d'autres exigences non alimentaires, comme le savon, les vêtements et le transport. Seulement les ménages plus aisés, qui bénéficient de meilleures opportunités de travail ou d'autres sources de revenu, bénéficient d'un meilleur pouvoir d'achat.

Il faut aussi noter qu'une partie importante des achats se fait à crédit. C'est le cas notamment des achats du sucre, des céréales, du poisson/viande et du lait. Une majorité des ménages rapportent avec des dettes au moment de l'enquête.

EFSA NORD MALI : Importance relative des postes de dépenses alimentaires, par classe d'insécurité alimentaire, juillet 2013



¹ZME = Zone de moyen d'existence

RESULTATS (SUITE)

SOURCES DE REVENUS : les ménages qui dépendent du secteur agricole (ventes des produits agricole et journalier) plus affectés par la baisse des revenus

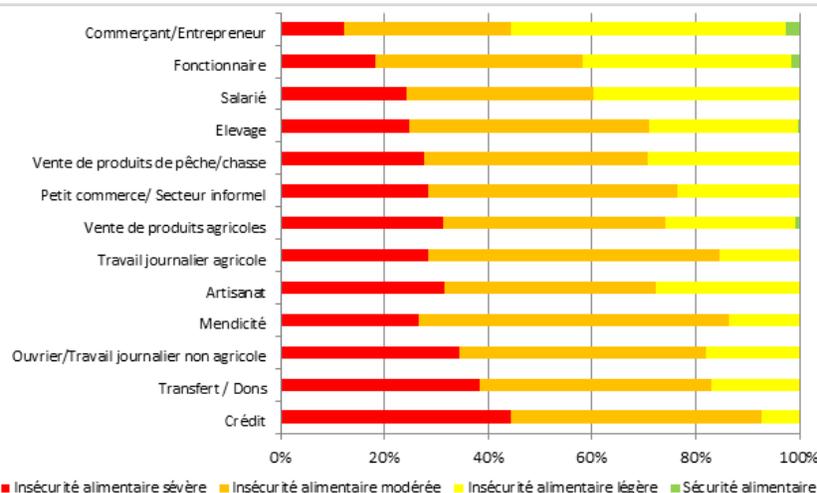
La situation particulière du Nord a fortement affecté l'ensemble des couches socio-professionnelles, exceptés les grands commerçants, les fonctionnaires et les salariés, moins touchés. L'occupation du Nord (insécurité) a ralenti voire freiné le déroulement normal de l'activité agricole, qui constitue la source principale de revenu pour une grande (23 %) proportion de la population. Les agriculteurs, surtout ceux de la zone fluviale, déplorent aussi le manque de bras valides partis en déplacement dans le sud du pays. Sur les périmètres irrigués villageois (PIV), surtout dans les cercles de Dire, Niafunké et Tombouctou, le manque de motopompe et le prix très élevé du carburant pour alimenter ces machines ressortent comme une des contraintes principales à leur activité. Conséquemment à cette situation de dégradation de la situation des agriculteurs, l'offre de travail se raréfie pour les travailleurs journaliers agricoles et leurs salaires deviennent moins attractifs¹.

Le graphique ci-dessous montre la **distribution de l'insécurité alimentaire suivant la principale source de revenu** du ménage et indique que le niveau d'insécurité alimentaire varie selon les moyens d'existence du ménage. Les ménages ayant comme principaux moyens de subsistance le travail journalier non agricole, dépendant des dons et des aides de la communauté ou des dettes (c'est-à-dire les groupes les plus vulnérables sans

source de revenu régulière) sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère. Elle affecte 44,2 % des ménages vivant de crédit ou fortement dépendant de l'emprunt pour leur accès, 38,5 % des ménages dépendant des aides de la communauté/ transferts d'argent reçus et 34,4 % des ménages ayant comme principaux moyens de subsistance le travail journalier non agricole (ouvrier, domestique, etc.). Parmi les entrepreneurs et les fonctionnaires/ salariés, l'insécurité alimentaire sévère affecte moins de deux ménages sur 10 (12,3 % et 16,8 % respectivement)². Cependant, ces groupes sont moins importants en terme de proportion de la population.

Parmi les ménages qui ne dépendent pas de différentes formes d'aide, les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère sont ceux qui pratiquent des activités considérées précaires telles que travail journalier agricole ou non agricole et le petit commerce. Cela s'explique du fait que ces ménages ont moins d'opportunités d'emploi et de revenus à cause de la diminution des avoirs de leurs clients et/ou employeurs habituels. Une autre catégorie particulièrement affectée est celle des artisans ayant perdu une grande part de leur marché à cause de l'interruption des activités touristiques, du manque de marché pour écouler leurs produits et aux difficultés à se procurer la matière première. Les femmes, qui pratiquent largement cette activité, ont été marginalisées à cause de l'imposition de règles islamistes radicales, comme rapporté surtout dans la zone de Gao.

EFGA NORD MALI : Principales sources de revenu du ménage et insécurité Alimentaire, juillet 2013



¹ Par exemple, dans le cercle de Ansongo, qui est une zone à forte vocation agricole, le salaire moyen des journaliers agricoles est passé de 1 000 FCFA à 700 FCFA. Dans le cercle de Niafunké, le salaire journalier est passé de 2 500 FCFA à 1 500 FCFA.

² En considérant l'insécurité alimentaire générale (modérée plus sévère), aux catégories les plus touchées mentionnées ci-dessus s'ajoutent celles des ménages dont la principale source de revenu est le travail journalier agricole. Parmi ces catégories socio-professionnelles, plus de 4 ménages sur 5 sont en insécurité alimentaire.

RESULTATS (SUITE)

Quant aux petits commerçants, ils ont été confrontés à la faiblesse du pouvoir d'achat de leurs clients, ainsi qu'aux difficultés d'acheminement de leurs produits à cause de l'insécurité et du manque de fournisseurs. Un dernier aspect est la hausse des prix du transport qui dérivent, encore une fois, de l'augmentation du prix du carburant et la surenchère due à la situation d'insécurité.

Dans la zone du Delta (Youwarou et Tenenkou), les pêcheurs ont été surtout handicapés par le manque de ressources pour se procurer l'équipement de pêche. La diminution de capture s'explique aussi par le bas niveau de la crue. A tout cela s'ajoute l'insécurité, qui empêche les déplacements des clients et le mouvement habituel des pêcheurs nomades sur le bief du Fleuve Niger entre Labézanga (frontière avec le Niger) et Mopti (delta intérieur du fleuve Niger).

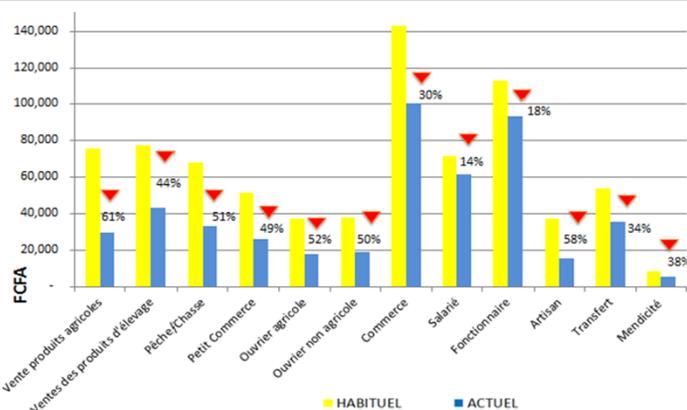
Les éleveurs, quoi que moins affectés par la diminution des revenus, se singularisent par la perte d'animaux due aux maladies, au manque de points d'eau et au manque des compléments alimentaires (aliments bétail) et parfois aussi à cause des vols d'animaux.

Les revenus des ménages, comparés à la période habituelle, ont fortement baissé pour tous les groupes socio-économiques sauf pour les salariés et fonctionnaires, comme montré dans le graphique ci-dessous à gauche.

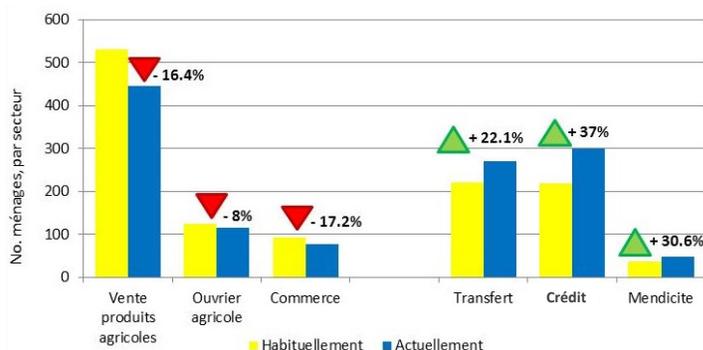
En terme de pertes de revenus, les ménages impliqués dans la vente des produits agricoles, le travail journalier agricole et l'artisanat ont été les plus négativement affectés (-61 %, -52 % et -58 % respectivement).

Pour les ménages vivant de la vente de produits agricoles, les contraintes les plus importantes sont la perte des moyens et équipements de production (32 %) et l'absence de marché/ le faible pouvoir d'achat des populations (29 %). Par manque de moyens de production et à cause de la faible capacité d'investissement, certains ménages ont dû abandonner leurs activités productives habituelles (notamment agriculture, -16,4 %, et commerce -17,2 %), comme indiqué dans le graphique ci-dessous. Par contre, le nombre de ménages vivant d'aide, de crédit et de mendicité a fortement augmenté.

EFSa NORD MALI : Revenus principaux des ménages : comparaison entre niveau actuel et habituel, juillet 2013



EFSa NORD MALI : Evolution de la situation de l'emploi, juillet 2013



Dans les villages de la frange fluviale de la région de Tombouctou où l'agriculture prédomine avec près de 80 % (en temps normal), les populations se sont adaptées en ramenant cette activité globalement à 50 %. Cette adaptation s'est faite en faveur de la pêche (+10 %), l'élevage (+5 %) et le petit commerce (+5 %) surtout pour les populations d'agropasteurs. A noter cependant que l'agglomération de Tombouctou représente une entité spécifique tirant l'essentiel de ses revenus de l'artisanat et du tourisme, activités particulièrement sinistrées par l'insécurité. Par ailleurs, les plus démunis s'adonnent à la coupe de bois de chauffe pour subvenir à leurs besoins.

Dans les villages de la région de Gao et notamment dans les trois cercles du système fluvial (Bourem, Gao et Ansongo) l'agriculture et l'élevage représentent, en temps normal, respectivement 40 % et 30 % des activités des populations. Si l'artisanat s'est avéré défavorisé par le cours des événements, l'activité de pêche quant à elle oscille entre 30 % à 50 % notam-

ment dans le cercle de Bourem et Ansongo. Dans le cercle de Ménaka l'élevage (55 %) et l'agriculture (30 %) ont reculé respectivement à 15 % et 20 % en faveur du petit commerce (+30 %) et l'artisanat (+5 %). Une grande frange de la population prélève sur les ligneux qu'ils vendent pour leurs besoins.

Dans la région de Mopti et notamment dans le cercle de Douentza (ZME 4) l'agriculture est prédominante (45 %) en temps normal. Elle est suivie de l'élevage (35 %) et du petit commerce (20 %). Actuellement, c'est le petit commerce qui a pris le dessus sur les activités traditionnelles.

Dans la zone de Youwarou, très accessible à partir de la frontière mauritanienne, les activités telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche et le petit commerce se remettent en place en fonction des opportunités du moment. Tel n'est pas le cas dans le cercle de Tenenkou où les activités menées par les ménages sont restées presque à l'identique.



RESULTATS (SUITE)

CHOCS : l'insécurité a affecté la capacité de la majorité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels

La totalité des ménages déclare avoir été exposée à un ou plusieurs chocs qui en ont affecté leur capacité à faire face à leurs besoins essentiels. La quasi-totalité des ménages a mentionné l'insécurité comme l'un des principaux chocs subis depuis le début de l'année 2013. Les récents événements violents entre les communautés Touareg et Arabes, entre MNLA et armée malienne et les attentats suicides laissent craindre que la situation sécuritaire et les tensions inter-ethniques vont continuer.

Les conséquences socio-économiques de la crise sécuritaire, telles que la hausse de prix et la perte d'emploi/réduction de revenu, ont été souvent citées. En particulier, la hausse de prix a affecté presque 2 familles sur 5 dans la région de Gao, tandis que la perte d'emploi a touché 27 % des ménages de la région de Tombouctou.

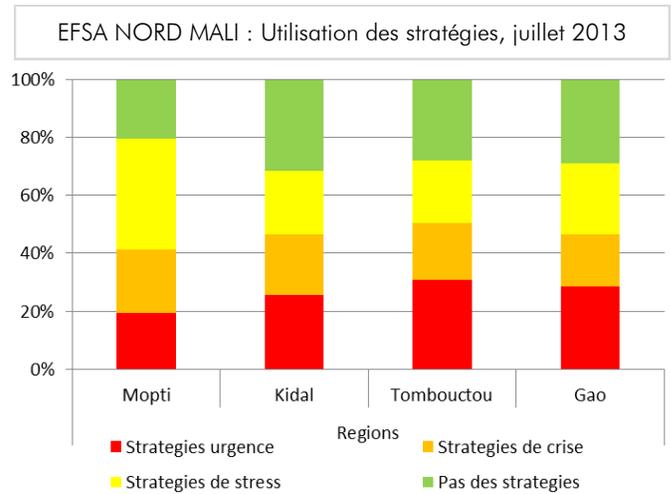
Cette situation a fortement perturbé le cours normal des activités des différentes catégories socio-professionnelles : si les commerçants ont été exposés aux difficultés d'acheminement des produits, les éleveurs ont eux subi des pertes et des vols malgré l'emprunt d'axes de transhumance inhabituels et considérés plus sécurisés. La perte de bétail irrégulière (mortalité, vol...) a impacté négativement les moyens d'existence de 35 % des ménages de la région de Kidal et 24 % de la région de Gao. La baisse de l'offre de travail journalier est citée comme un des chocs principaux par 29,5 % des journaliers non agricoles, 22,5 % des artisans et 22 % des employés agricoles. La déstructuration, voire la destruction totale du système financier dans les centres urbains a causé une perte importante d'opportunité d'emploi pour les salariés locaux.

STRATEGIES D'ADAPTATION les stratégies qui épuisent les actifs souvent utilisés pour faire face aux besoins de consommation

Pour accéder à la nourriture malgré leurs faibles revenus, une majorité de ménages utilisent certaines stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire, notamment : la réduction des portions consommées, la réduction du nombre de repas, la consommation d'aliments moins préférés ou la consommation de produits alimentaires moins diversifiés qu'avant la crise. Dans la région de Gao, plus de 2 ménages sur 3 ont réduit au moins deux fois par semaine le nombre de repas consommés. En plus, dans la même région, au moins la moitié des ménages interrogés ont au moins eu un de leur

membre qui a passé une journée ou deux sans manger. Dans la région de Tombouctou, cette même stratégie est pratiquée par presque un ménage sur cinq.

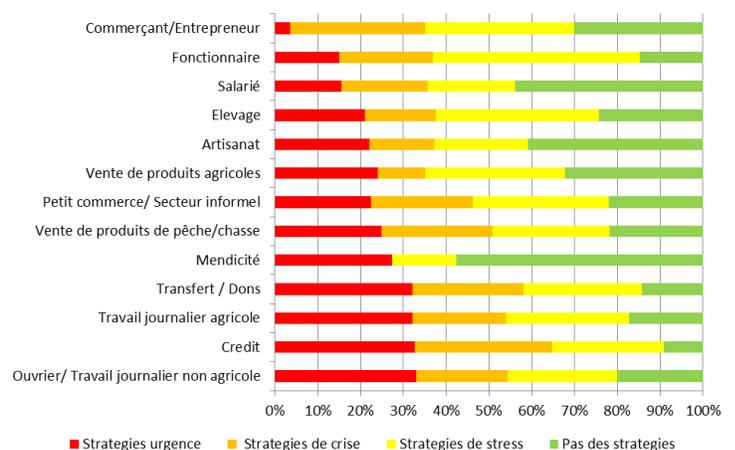
Environ une famille sur deux a recours à des stratégies d'épu-



sement d'actifs (d'urgences ou de crise), mettant en péril non seulement leurs biens productifs, immobiliers et fonciers, mais aussi leur sécurité alimentaire future.

En moyenne, un ménage sur quatre a dû céder une partie de ses biens productifs (qui varient selon les zones de moyens d'existence et les sources de revenu du ménage) pour faire face au manque de nourriture ou d'argent. En plus, un ménage sur trois a dépensé son épargne.

EFSA NORD MALI : Prévalence de taux d'utilisation des stratégies de crise et d'urgence, par sources de revenus, juillet 2013



RESULTATS (SUITE)

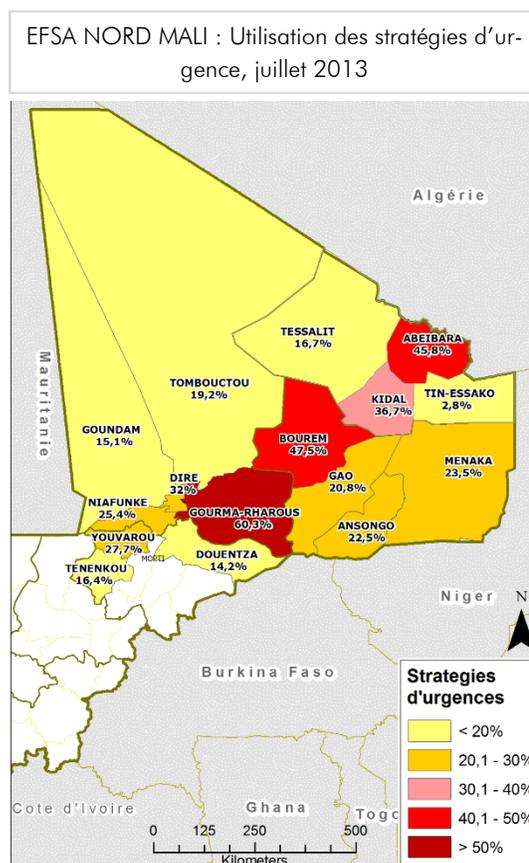
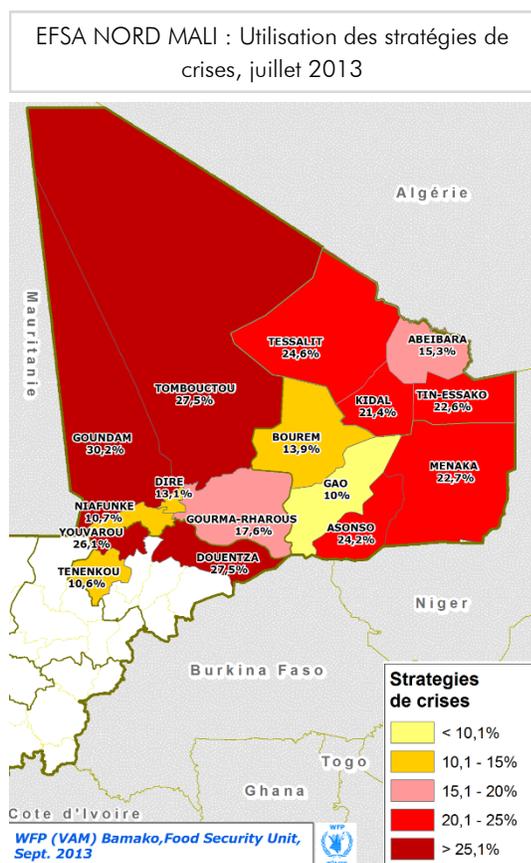
Le **cercle de Gourma Rharous** ressort comme celui où les ménages ont le plus fortement affaibli leurs moyens d'existence : plus de 2 ménages sur 3 ont vendu certains de leurs actifs productifs voire même une partie de leur terre ou leur maison. La moitié des ménages de ce cercle a eu recours à la pratique d'activités illégales, dangereuses ou portant atteinte à la dignité humaine (telles que la mendicité). Des effets négatifs de cette crise prolongée se sont aussi fait sentir sur les enfants quand on considère que 49 % des ménages les ont retirés de l'école faute de moyens. Cette pratique négative pour les enfants a été aussi mise en place par 32 % et 23 % des ménages des cercles de Bourem et Ménaka respectivement.

La **région de Kidal** est particulièrement affectée par le recours des ménages vulnérables à la pratique d'activités illégales, dangereuses ou portant atteinte à la dignité humaine

(environ 1 ménage sur 3) et par la vente des biens productifs, surtout dans les cercles d'Abeibara (51 %) et Kidal (37 %).

Les ménages du cercle de Bourem ont été aussi particulièrement fragilisés. En effet, 43 % ont eu recours à la vente des actifs productifs et 37 % ont dû réduire leurs dépenses non alimentaires essentielles, telles que la santé et l'éducation.

Parmi les catégories socio-économiques vivant dans les zones enquêtées, l'utilisation des stratégies d'urgences est plus accentuée chez les ménages vivant de travail journalier agricole ou non agricole (qui ont surtout eu recours à des activités illégales ou dangereuses) et d'appui extérieur. Plus d'un ménage sur trois dans ces catégories a du faire recours à des stratégies irréversibles pour assurer leur survie¹.



¹ **Stratégies de crise** : vente des actifs productifs ou moyens de transport ; retirer les enfants de l'école ; réduction des dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé). **Stratégies d'urgence** : mendier ; vente de maison/ parcelle du terrain/ champ ; pratique d'activités illégales ou risquées, génératrices de revenus.



RESULTATS (SUITE)

AGRICULTURE par manque de moyens certains ménages n'ont pas cultivé leur terre

Les résultats de l'enquête indiquent qu'environ les deux tiers des ménages (69 %) disposent de terres agricoles. La surface possédée (en moyenne de 3,1 hectares) varie sensiblement entre les régions : elle est de 2,2 hectares dans la région de Gao, 2,4 dans la région de Tombouctou et 4,9 dans les cercles septentrionaux de la région de Mopti. Dans la région de Kidal, zone où l'agriculture est très peu pratiquée, la possession moyenne de terres agricoles est de 0,22 hectares.

D'habitude, 7 ménages sur 10 pratiquent l'agriculture soit comme une des principales sources de revenu, soit pour l'autoconsommation. Par faute des moyens financiers (42 %), d'intrants agricole (26 %), et de main d'œuvre (10 %), cette année 8 % de ces ménages ont renoncé à semer leurs terres. Cette réduction est particulièrement importante dans la région de Gao (-13 %).

En plus, presque un cinquième des terres possédées par les ménages n'ont pas été exploitées cette année, pour les mêmes raisons que celles citées ci-dessus. Ce phénomène est plus observé dans la région de Tombouctou où, en moyenne, les ménages cultivent seulement 1,5 hectare sur les 2,4 possédés.

Les lois coutumières semblent peser lourdes sur le régime foncier puisque que le mode principal d'acquisition des terres agricoles reste la propriété personnelle ou familiale avec 91 %. Toutes autres formes (emprunt 4 % ; métayage 3 %, la location 1 %) restent rares.

La campagne agropastorale, marquée par une installation tardive des pluies, est caractérisée par une pluviométrie faible et irrégulière de mai à mi-juillet. Une reprise significative de la pluviométrie a été observée à partir de mi-juillet et s'est intensifiée au cours du mois d'août occasionnant par endroits des inondations, comme dans le cercle de Tessalit. Globalement, les pluies recueillies ont été assez bien réparties dans le temps et dans l'espace depuis le mois d'août. Même si les cumuls saisonniers sont en général plus faibles que ceux de l'année

passée exceptionnellement pluvieuse, ils sont supérieurs à la normale 1971-2000¹. Toutefois en considérant qu'une portion assez importante de la population du Nord Mali qui habituellement pratique l'agriculture n'a pas pu démarrer la campagne ou a dû réduire la surface cultivée par faute des moyens financiers ou manque de mains d'œuvre, la nature de la future récolte dans ces zones reste à voir.

Par contre, un résultat favorable de la campagne agricole dans les régions productives du Sud Mali, selon les perspectives du Ministère du développement Rural, aurait un impact positif sur le niveau de la disponibilité des denrées agricoles sur les marchés des régions du Nord, qui en sont généralement tributaires. Des prévisions sur le niveau des prix de ces denrées restent prématuré compte tenu du coût élevé de transport, le niveau élevé actuel des prix et l'insécurité toujours résiduelle (qui pourrait impacté négativement sur les échanges commerciaux).

En ce qui concerne l'élevage, le niveau actuellement satisfaisante de la biomasse, une accalmie de la situation zoot sanitaire et une amélioration du taux de couverture des vaccinations² sont des facteurs d'amélioration des conditions d'élevage en perspective.

¹ Concertation régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest - Niamey/Niger du 17 au 19 septembre 2013

² Démarrage de la campagne de vaccination à partir de juillet: au total 2 535 378 têtes ont été vaccinées contre différentes maladies contre 2 037 828 en 2012 - Ministère du Développement Rural

RESULTATS (SUITE)

MARCHÉS : les marchés reprennent petit à petit un fonctionnement normal avec des prix assez mitigés

L'amélioration de la situation sécuritaire et l'ouverture graduelle des axes routiers vers le nord ont permis la reprise de flux commerciaux normaux entre le sud du pays et les régions du Nord et, conséquemment, le fonctionnement normal des principaux marchés (particulièrement urbains) dans la bande du fleuve de Tombouctou et de Gao. Les marchés se sont réajustés après avoir été perturbés par la crise et semblent être bien approvisionnés en produits locaux et importés. Actuellement à Tombouctou, on enregistre par semaine 60 tonnes de vivres via les camions, 110 tonnes de vivres du bateau venant de Koulikoro en plus des quantités non estimées transportées par les pinasses¹.

Toutefois, les flux des produits en provenance d'Algérie sont momentanément suspendus pour raison sécuritaire (conflits entre Arabes et Touaregs de la zone Nord).

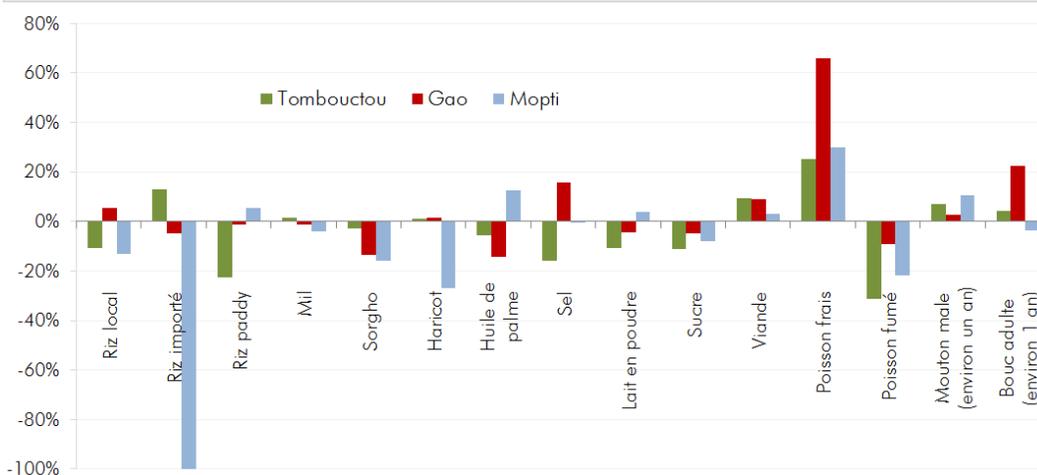
Comparés à juillet 2013, les tendances des prix des denrées alimentaires sont en baisse sur les marchés de Gao et Mopti en août 2013. En revanche, sur les marchés de Tombouctou, les prix des denrées alimentaires restent stables depuis le retour de la paix jusqu'en août 2013. Comparés à la moyenne

quinquennale (août), les prix des céréales sèches sur les marchés de Tombouctou connaissent des hausses légères (+12 % à +14 %). Les tendances des prix du riz local restent par contre mitigées comparés à la moyenne quinquennale : hausses légères pour le riz paddy (3 %) et baisses légères pour le riz local étuvé blanc (-10 %).

Dans les zones pastorales, la disponibilité du bétail reste faible sur les marchés qui peinent à démarrer, entraînant une diminution du revenu des commerçants et éleveurs². Par contre, en milieu urbain ou péri-urbain, la forte concentration de soldats internationaux dans la région est un facteur qui d'une part contribue à booster l'économie locale mais d'autre part rend encore plus difficile l'accès des familles vulnérables aux vivres à une période où ces dernières restent fortement dépendantes des marchés.

En août 2013, on observe une nette amélioration des termes de l'échange comparés à leur niveau de 2012 sur tous les marchés du Nord Mali. A titre d'exemple, un éleveur vendant un caprin sur le marché d'Aglal (Tombouctou), reçoit 105 kg de mil en août 2013 contre 54 kg en août 2012. Cette amélioration des termes de l'échange se poursuivra dans les deux prochains mois avec l'amélioration des conditions du pâturage et l'embonpoint des animaux.

EFSA NORD MALI : Comparaison des prix des produits en août 2013 - évolution des moyennes des 4 derniers mois (avril - juillet 2013)³



¹ Evaluation rapide des marchés à Tombouctou, août 2013.

² EFSA juillet 2013 : Revenus des commerçants : - 35 % et - 70 % dans les régions de Gao et Tombouctou respectivement.

³ Comparaison des moyennes de prix du mois dans plusieurs marchés du Nord avec les moyennes de prix pour les mêmes marchés en avril (défini comme le pic des prix au nord)

RESULTATS (SUITE)

NUTRITION : la Malnutrition Aigüe Globale reste alarmante à Gao et Tombouctou

Selon les données du périmètre brachial, la prévalence de la **malnutrition aiguë globale est de 7,4 % à Mopti, 12 % à Gao et 12,4 % Tombouctou**. Cette tendance de taux de malnutrition est conforme aux données récentes de la situation nutritionnelle du pays qui varient d'une zone à une autre empêchant ainsi une lecture facile de l'évolution nutritionnelle. Les régions de Gao et Tombouctou ont régulièrement affiché des taux élevés de malnutrition aiguë globale respectivement 15 %

(MICS, 2010) et 16 % (SMART, 2011) pour Tombouctou et 15 % et 13,5 % (SMART, 2011 et 2013) à Gao.

Ces taux de malnutrition dépassent le seuil d'alerte de l'OMS fixé à 10 % définissant ainsi une situation nutrition sérieuse à critique nécessitant une réponse nutritionnelle et alimentaire forte dans ces zones sahéliennes du nord du pays, qui représentent déjà les zones les plus exposées aux chocs climatiques, aux variations saisonnières et à la crise sécuritaire.

EFSA NORD MALI : Prévalence de la malnutrition, juillet 2013

Région	Malnutrition Aigüe Globale <-2 z-score et/ou œdème 6-59 mois		Malnutrition Aigüe Modérée <-2 z-score et >= -3 z-score 6-59 mois		Malnutrition Aigüe Sévère <-3 z-score et/ou œdème 6-59 mois	
	%	[95 % IC]	%	[95 % IC]	%	[95 % IC]
Mopti Nord	7,4 %		5,8 %		1,6 %	
	[4,9 % - 9,8 %]		[3,6 % - 8 %]		[0,4 % - 2,7 %]	
Gao	12 %		10 %		2 %	
	[9 % - 15 %]		[7 % - 13 %]		[1 % - 3 %]	
Tombouctou	12,4 %		9,8 %		2,7 %	
	[10,4 % - 14,4 %]		[7,9 % - 11,6 %]		[1,7 % - 3,7 %]	



CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

LES CAUSES STRUCTURELLES

De nombreuses causes structurelles impactent l'insécurité alimentaire au Mali. Celles listées ci-dessus constituent une liste non-exhaustive de ces causes mais figurent parmi les plus importantes confirmées par l'enquête :

- Sur l'ensemble du pays, mais surtout dans les régions du Nord, le **faible capital productif**, comme le montre l'enquête, entraîne un manque de capacité d'investissement limitant ainsi la pratique des activités économiques. On observe également la faible capacité organisationnelle et de gestion de la part des groupes productifs.
- Le faible accès aux institutions de **micro finance** demeure une cause importante indirecte de l'insécurité alimentaire.
- La **vulnérabilité liée aux aléas du changement climatique** : sécheresses, inondations, irrégularités de la crue pour la riziculture, les pâturages et ressources halieutiques, réduction de la disponibilité en eau, baisse de la fertilité des sols, pression démographique sur les ressources naturelles.
- Le régime foncier, les **conflits fonciers** entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de forte densité démographique, les risques de différends concernant les parcelles constituent autant de contraintes au développement du secteur agro-pastoral.
- Le **mode d'élevage** le plus répandu reste l'extensif. La faiblesse des pâturages et les problèmes de points d'eau d'abreuvement des animaux tout comme le faible accès aux soins vétérinaires demeurent alors un frein à l'exploitation optimale du cheptel.
- L'**enclavement des zones** (insuffisance de routes et de moyens de transports) et le flux massif des bras valides vers les sites d'orpaillage (à travers certaines zones du pays au détriment des autres activités) sont souvent à l'origine de conflits intercommunautaires.
- Le **faible pouvoir d'achat** des ménages couplé à un haut niveau d'endettement constitue également des causes importantes de l'insécurité alimentaire.
- Les **habitudes alimentaires inadéquates** dues aux problèmes de disponibilité de certains aliments de base, des difficultés d'accès des ménages les plus pauvres à certains produits, de l'insuffisance de diversification du régime alimentaire, de la méconnaissance du régime alimentaire approprié à l'âge de l'enfant, de la mauvaise pratique d'hygiène et d'assainissement et du problème d'accès à l'eau potable.



CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE (SUITE)

CAUSES CONJONCTURELLES AGGRAVANTES

A l'évidence, l'**insécurité généralisée et persistante**, ainsi que les contraintes socio-économiques liées à l'occupation (fermeture des institutions financières, réduction importante de volume des activités d'appui au développement, départ des services étatiques, etc.) ont largement contribué à la désorganisation des filières économiques.

De plus, l'impact se fait sentir sur l'**accès physique** (départ des bras valides, etc.) et **économique** (pénurie des semences, d'intrants, activités champêtres) des populations et ont provoqué d'importants déplacements chez les ménages. Ces mouvements ont causé une diminution importante de la production agricole et affaibli les moyens d'existence surtout basés sur l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le commerce.

Il en résulte une **forte dépendance** d'une partie de la population à l'**assistance alimentaire**. Les capacités d'autosuffisance sont généralement faibles et la forte volatilité des prix des denrées alimentaires réduit la capacité des ménages les plus vulnérables à l'accès à la nourriture.

Dans l'ensemble, la totalité des ménages a déclaré avoir été exposé à un ou plus chocs qui en ont affecté leur capacité de faire face aux besoins essentiels. Les chocs ayant l'impact le plus prononcé sur l'insécurité alimentaires sont les suivants:

- La quasi-totalité des ménages a mentionné les événements du Nord Mali et l'**insécurité** qui en dérive comme l'un des principaux chocs subis par ces populations au cours du 2013. Les conséquences socio-économiques de ce choc sont parmi les chocs les plus rapportés.
- La **hausse des prix** a affecté presque 2 familles sur 5 dans la région de Gao. Les autres régions ont aussi rapporté ce phénomène comme un des plus importants limitant leur accès. Cela induit une consommation moins riche et fréquente.

- La **perte d'emploi/réduction de revenu**, ont été souvent citées et viennent s'ajouter aux hausses de prix pour affecter le pouvoir d'achat des ménages. La perte d'emploi a touché 27 % des ménages de la région de Tombouctou. Les ménages impliqués dans la vente des produits agricoles, le travail journalier agricole et l'artisanat ont été les plus négativement affectés (-61 %, -52 % et -58 % respectivement). Certains ménages ont dû abandonner leurs activités productives habituelles (notamment agriculture, -16,4%, et commerce -17,2 %). La baisse de l'offre journalier de travail est citée comme un des chocs principaux par 29,5 % des journaliers non agricoles, 22,5 % des artisans et 22% des employés agricoles.
- La **perte de bétail irrégulière** (mortalité, vol...) a impacté négativement les moyens d'existence de 35 % des ménages de la région de Kidal et 24 % de la région de Gao.
- **Réduction de la pratique agricole**: alors que d'habitude 7 ménages sur 10 pratiquent l'agriculture (comme source de revenu ou d'autoconsommation), le manque de moyens financiers (42 %), d'intrants agricoles (26 %) et de main d'œuvre (10 %) ont mené à ce que cette année 8 % des ménages renoncent à semer. Cette réduction est particulièrement importante dans la région de Gao (-13 %). En plus, presque un cinquième des terres possédées par les ménages n'ont pas été exploitées cette année, pour les mêmes raisons ci-dessus.



PERSPECTIVES SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE

Comme noté tout au long de ce rapport, plusieurs facteurs entrent en ligne de compte afin de déterminer l'évolution de la situation. L'analyse ci-dessous se penche sur ces facteurs pour donner une appréciation de la situation de la sécurité alimentaire des ménages pour les mois de septembre à décembre 2013 :

- **Retour des populations** : comme mentionné, les populations ayant fui le conflit ont commencé leur retour vers les régions de Mopti et du Nord. Par exemple, selon une analyse des intentions de retour des déplacés à Bamako (ACTED – août 2013), 88,5 % des ménages déplacés souhaitent retourner au Nord Mali, dont 57 % pensent retourner en 2014 ou plus tard et 21% lors du dernier trimestre 2013. Ces retours se font dans des conditions difficiles pour un grand nombre et viennent ajouter une pression supplémentaire sur des ressources encore faibles au Nord. La reprise des hostilités fin septembre au Nord pourraient décourager ces retours.
- **Impact des stratégies négatives sur les moyens d'existence** : environ une famille sur deux a recours à des stratégies d'épuisement d'actifs (d'urgences ou de crise), mettant en péril non seulement leurs biens productifs, immobiliers et fonciers, mais aussi leur sécurité alimentaire future, c'est le cas notamment d'une grande partie des ménages du cercle de Gourma Rharous. Bien que l'enquête est eu lieu en juillet en période de soudure lorsque ces stratégies sont plus fréquentes que normal, l'impact à court terme est indéniable. Il prendra aux ménages plusieurs mois pour recouvrir leurs dettes et encore plus longtemps pour reconstituer un cheptel perdu. Tout dépendra des opportunités de revenus et de l'assistance humanitaire apportée.
- **Evolution des revenus** : comme souligné dans le document, une portion importante des ménages ont connu des pertes ou diminution de revenus en juillet et au cours des mois précédents. Cependant, l'évolution positive des marchés, les perspectives de campagne agricole et l'amélioration des termes de l'échange pour les éleveurs devraient jouer en faveur des ménages ayant accès à ces sources de revenus.
- **Evolution des marchés** : La reprise des flux des denrées alimentaires entre le Nord et le Sud du pays est substantielle. Les prix ont aussi commencé à se stabiliser ce qui est la tendance habituelle à cette saison pour les marchés au Nord. La situation va donc dépendre de l'environnement sécuritaire, de la réouverture de la frontière algérienne, de la bonne campagne agricole au Sud du pays et de l'impact potentiel du retour des déplacés et des programmes d'aide alimentaire (positifs ou négatifs).
- **Poursuite de l'aide humanitaire** : comme mentionné dans les recommandations, la situation des populations au Nord, et notamment de celles estimées en insécurité alimentaire sévère (environ 500 000 personnes), dépend encore fortement de l'assistance fournie. Pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et possédant des biens ou capacités, les programmes de redressement des moyens d'existence seront indispensables pour assurer leur résilience sur les prochains mois car leur situation pourrait rapidement se détériorer en cas de persistance de facteur défavorable à leurs activités économiques. L'accès humanitaire est au meilleur depuis le début de la crise mais l'instabilité suite aux dernières attaques de septembre pour remettre en cause cela dans certaines parties du Nord dans les prochains mois.
- **Evolution de la consommation des ménages** : avec des prix en baisse, une récolte positive et un meilleur accès aux revenus, les ménages les moins vulnérables devraient être en mesure d'améliorer leur consommation dans les prochains mois. Cette amélioration est notée notamment depuis mars. Cependant, pour les plus vulnérables dépendant de l'aide internationale, la consommation restera peu diversifiée dans les mois à venir. Les habitudes alimentaires culturelles des ménages continueront cependant de freiner une meilleure utilisation alimentaire. La situation particulière des retournées doit être suivie de près car ils sont à risque d'enregistrer une mauvaise consommation dans les premiers mois de leur transition.
- **Déroulement de la campagne agricole** : une portion importante des ménages en dépend. Les éleveurs devraient connaître une bonne saison. Des séjours prolongés dans les bourgoutières et des conflits potentiels éleveurs agriculteurs sont cependant à craindre. Les agriculteurs ayant pu planter à temps et ayant les moyens rencontreront encore des difficultés à produire une récolte moyenne sans soutien de semences, engrais ou irrigation. Les rendements de la culture de décrue sont difficiles à prévoir. La pisciculture dans la zone du Delta et le long du fleuve devrait être meilleur que l'an passé.



RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET PROGRAMMES

Les résultats de l'analyse montrent que l'insécurité alimentaire est le une combinaison issue de la conjonction de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels et des scénarios dans les prochains mois : récolte agricole moyenne à bonne, état des pâturages satisfaisant, etc. Il est donc proposé ici des pistes de recommandations.

Ces recommandations sont issues de l'atelier d'analyse de réponses, organisé les 16 et 17 septembre 2013, qui a vu la participation de 40 structures¹ y compris le CSA et le SAP².

POUR LE COURT TERME (SEPTEMBRE 2013 – FÉVRIER 2014)

Continuer/apporter une réponse d'urgence aux populations plus vulnérables

L'analyse des données décrit une situation humanitaire encore critique caractérisée par des taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition très élevés dans les zones évaluées. L'assistance actuellement en cours à ces populations doit se poursuivre et élargie aux retournés. Le nombre total de retournés estimés est aujourd'hui de 137,000 personnes³. Les activités de distribution générales de vivres ou des transferts d'argent, de traitement et de prévention de la malnutrition et de distribution de semences d'urgences pour la contre-saison constituent des interventions pour sauver des vies et restent pertinentes dans le contexte actuel. En plus, les activités telles que CFW, FFW, Voucher favoriseront des opportunités d'occupations des jeunes, généreront des revenus qui permettront aux bénéficiaires de répondre à leur besoins alimentaire et non alimentaire.

Pour améliorer la diversité alimentaire à travers la consommation des légumineuses plus adaptées aux habitudes alimentaires des populations du Nord Mali, l'intégration du niébé

dans la ration alimentaire est recommandée. Toutefois la production de niébé est peu performante au Mali en raison de la pression parasitaire mal contrôlée grevant ainsi la production. Même si la fourniture de niébé par les organisations paysannes (OP) est en progression sur les trois dernières années⁴, la capacité des OP à fournir du niébé reste bien insuffisante pour couvrir les besoins du PAM et ses partenaires.

Les achats régionaux pourraient être envisagés surtout à partir du Burkina Faso et du Niger qui ont prouvé leur capacité à fournir du niébé pour les besoins régionaux⁵. Cette option reste compétitive par rapport au marché international, si l'on utilise les haricots blancs comme base de comparaison avec le niébé.

Par contre pour les achats internationaux, les *yellow split peas* (YSP) sont la légumineuse la moins chère sur le marché international. Bien que l'achat de niébé au Mali reste parfois plus cher que l'importation de YSP depuis la Turquie et que le haricot blanc coûte deux fois plus cher que les YSP, le haricot blanc est la légumineuse qui se rapproche le plus du niébé de par son aspect et ses qualités gustatives. Il pourrait ainsi contribuer à résoudre les problèmes d'acceptabilité rencontrés au Mali avec les YSP.

¹ Structures présentes : gouvernementales (12), bailleurs de fond (2), agences de Nations Unies (2), ONG (22), CICR et Fews Net.

² CSA (commissariat à la sécurité alimentaire), SAP (Système d'Alerte Précoce)

³ UNICEF, Situation Report, August 2013.

⁴ Avec respectivement 49, 71 et 115 tonnes vendues au PAM et des prévisions de 238 tonnes pour cette année.

⁵ En coordination avec le bureau régional et le siège, le bureau du PAM au Mali devrait planifier l'utilisation du Forward Purchasing Facility pour la fourniture de niébé au Mali.



RECOMMANDATIONS (SUITE)

POUR LE MOYEN TERME (MARS – OCTOBRE 2014)

■ Développer des activités de réhabilitation et reconstituer les moyens de subsistance

Plusieurs types d'intervention doivent être menés pour renforcer les moyens de subsistance perturbés par les différents chocs y compris les récents mouvements de population.

La réhabilitation des infrastructures communautaires à travers les activités de vivres/ argent¹ contre travail, de vivres contre formation, de cantines scolaires. L'encadrement technique et la distribution de semences pour relancer la production agricole et la reconstitution du bétail et des petits ruminants dans les zones où le potentiel pour le développement de l'élevage est élevé.

- Renforcer les programmes de prévention de la malnutrition
- Renforcer les capacités des structures de santé des régions du Nord pour prendre en charge correctement les malnutris (formation, dépistage, référence équipements, supervision)
- Dynamiser la PCIMA communautaire dans les régions du Nord (sensibilisation, conseils et des VAD)

■ Doter les structures de santé en intrants pour les malnutris

Le taux élevé de malnutris dans ces zones s'explique d'abord par la crise qui a affecté le Nord entraînant ainsi le départ des agents de santé de la zone, ensuite l'insécurité alimentaire de la zone à cause des mauvaises campagnes pluviométriques et le déplacement des populations. Une analyse des causes pour la mise en œuvre d'interventions appropriées est recommandée. Un accent particulier doit être mis sur la prévention.

■ Promouvoir l'investissement dans le secteur agricole et dans les secteurs sociaux

Le programme d'achats pour le progrès (P4P) en cours dans sept cercles des régions de Mopti, Ségou, Sikasso et Koulikoro, doit être étendu dans des zones à forte potentialité agricole notamment la vallée du Niger, où les potentialités agricoles sont importantes

RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LE SYSTÈME D'INFORMATION

■ Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle et de la sécurité alimentaire à travers des sites sentinelles

Ce système doit intégrer notamment des indicateurs de suivi de la situation nutritionnelle, de la sécurité alimentaire (consommation, dépenses, stratégies d'adaptation), des moyens d'existences (revenus, opportunité d'emploi, prix du travail, etc.) ainsi que des indicateurs liés au marché. La volatilité des prix sur les marchés ainsi que le besoin d'affiner les modalités d'intervention telles que l'extension du programme de cash and voucher demande qu'une analyse des marchés soit faite dans les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire.

¹ La modalité « argent contre travail » pourrait être considérée, au moins jusqu'en mai 2014, vu qu'il s'agit de la période post récolte pour les agriculteurs/agropasteurs.



BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?

AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT (SAP)

Mr Mamy COULIBALY

Chef Division technique, Système d'alerte précoce

Email : mpaara@yahoo.fr

AU NIVEAU DU PAM

Mme Sally HAYDOCK

Représentante, PAM - Mali

Email : sally.haydock@wfp.org

AU NIVEAU DE LA FAO

Mr Ousmane Sylla

Analyste de la sécurité alimentaire , FAO - Mali

Email : ousmane.sylla@fao.org



Système d'Alerte Précoce de la
République du Mali

